

DELIBERATION

N° CFVU 03-FOA-035-MCC-
certificat-compliance-officer-et-securite-financiere

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 33
Voix favorables : 33
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0

***relative au régime des études et contrôle des connaissances
certificat compliance officer et sécurité financière, spécialisation « Juriste
conformité antiblanchiment et anticorruption », FOAD***

année universitaire 2021/2022

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L613-2 et L. 712-6-1,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de la faculté de droit et science politique en date du 23 février 2021

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte les règles *relatives au régime des études et contrôle des connaissances du certificat compliance officer et sécurité financière, spécialisation « Juriste conformité antiblanchiment et anticorruption », FOAD.*

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - Objectifs de la formation

1.1 - Le certificat de compliance officer et de sécurité financière est organisé dans le cadre de la FOAD. et a pour objet de proposer aux apprenants une approche théorique et pratique du métier de compliance officer, spécialisé dans l'anti-corruption et l'anti-blanchiment.

ARTICLE 2 - Conditions d'accès

2.1- Ont vocation à être admis à s'inscrire au certificat de compliance officer et de sécurité financière FOAD les personnes titulaires de la deuxième année de Licence en Droit, Economie, Gestion, A.E.S. ou Sciences Politiques.

2.2-Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, la sélection en vue de l'admission en certificat de compliance officer et de sécurité financière est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation mettant en évidence l'articulation du diplôme avec un projet professionnel.

2.3-Le certifcat de *compliance officer* a une capacité d'accueil limité à 50 personnes.

ARTICLE 3 - Autres conditions d'accès

3.1- Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4 - Redoublement

4.1 - Le redoublement est autorisé une fois de manière automatique. Au-delà le redoublement est autorisé sur dérogation accordée par le Président sur proposition du jury d'examen.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5 - Organisation de la formation

5.1 - Le certificat de compliance officer et de sécurité financière FOAD est organisé sur une année universitaire et est composé de 3 Unités d'Enseignement.

Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

5.2- La langue des enseignements est le français.

5-3 - Les enseignements et les épreuves contrôle continu sont dispensés intégralement à distance sur une plateforme d'enseignement.

ARTICLE 6 - Charte des examens

6.1 Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Charte des examens en vigueur dans l'établissement.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 7 - Organisation des examens

7.1- La formation fait l'objet d'une session unique et sera évaluée de la façon suivante :

- Deux épreuves écrites de 2h30 après tirage au sort parmi les matières des séminaires juridiques (UE1) ou des ateliers opérationnels (UE3). Chacune des épreuves est notée sur 20.
- Une épreuve orale portant sur l'intégralité des matières devant un jury (1 heure de préparation, un quart d'heure d'exposé et trois-quarts d'heure de questions). Le grand oral est noté sur 20.

7.2 - Pour être déclaré admis, un candidat doit obtenir une moyenne générale au moins égale à 10 sur 20 et une note supérieure à 0 sur 20 dans toutes les épreuves d'examen.

7.3 - Les épreuves pourront être organisées en présentiel ou en distanciel. La modalité retenue sera communiquée aux apprenants un mois avant la tenue des épreuves.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 8 - Condition de validation des unités

8.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

L'année est validée sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui la composent, soit un total de points de 300/600 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation si le candidat a obtenu une note supérieure ou égale à 0/20 à l'une des épreuves.

Si la matière est obtenue par compensation, les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

ARTICLE 9 - Délivrance du diplôme

9.1 - L'obtention du certificat de *compliance officer* et de sécurité financière FOAD donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,999
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,999
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,999
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 23 mars 2021

Hugues KENFACK



Le Président de la Commission de la Formation
et de la Vie Universitaire

PJ : annexe : maquette des enseignements

ANNEXE 1

ANNEE UNIVERSITAIRE 2021-2022

**certificat compliance officer et sécurité financière,
spécialisation « Juriste conformité antiblanchiment et anticorruption », FOAD**

	Enseignements	Statut	Heures de cours	Modalités d'évaluation
UE1 Séminaires juridiques	Droit pénal des affaires	Obligatoire	20	2 épreuves écrites de 2h30 sur deux matières des UE1 et 3 tirées au sort
	Droit pénal des affaires approfondis		30	
	Droit comptable et analyse financière		10	
	Droit de l'anti blanchiment		30	
	Droit de l'anticorruption		30	
	Droits des avoies criminels		10	
UE2 Ateliers « institutionnels »	Atelier « PIAC »	Obligatoire	3	& Un grand oral sur l'ensemble des matières (UE1, 2 et 3)
	Atelier « Agrasc »		3	
	Atelier « Tracfin »		3	
	Atelier « AFA »		3	
	Atelier « PNF »		3	
	Atelier « Europol »		3	
	Atelier « coopération internationale et parquet européen »		3	
UE3 Ateliers « opérationnels »	Atelier « Elaboration de la déclaration de soupçons »	Obligatoire	6	
	Atelier « Traitement de la déclaration de soupçons »		6	
	Atelier « Lanceur d'alerte »		6	
	Atelier « Code de conduite »		6	
	Atelier « Cartographie des risques »		6	
	Atelier « Evaluation des tiers – K.Y.C »		6	
	Atelier « Modes opératoires du crime organisé et du blanchiment »		6	
	Atelier « Conformité bancaire »		6	
	Atelier « Investigations internes »		6	
	Atelier « Investigations externes »		6	
	Atelier « Audit de la fraude »		6	
	Atelier « Saisies et confiscation »		6	
TOTAL			223h	